

## *Le Nouvel Observateur* du 28 août 2025

Entretien avec Philippe Meirieu par Gurvan le Guellec

**« Le conflit en soi n'est pas un dramatique, il faut juste rappeler à chacun que ce n'est pas la guerre »**

**En 2014, réagissant à une enquête du chercheur Georges Fotinos, vous souligniez l'urgence d'établir un nouveau contrat entre la famille et l'école, faute de quoi, les tensions iraient croissantes. Dix ans plus tard, Fotinos repose les mêmes questions, constate que le fossé n'a fait que croître et votre texte repris en postface résonne avec une étrange acuité. Comment expliquez-vous la difficulté française à se saisir du rapport école-famille alors qu'il existe un consensus sur son rôle crucial dans la réussite des enfants ?**

Il faut croire que la question n'a pas véritablement été prise au sérieux. Les ministres décrètent que l'école doit s'ouvrir aux parents, les établissements inscrivent la coéducation dans leur projet d'établissement, mais de quels moyens se dote-t-on pour y parvenir ? Prôner la coéducation n'engage à rien, c'est une tautologie : les enfants sont éduqués, tout à la fois, par les parents et par l'école... ainsi, d'ailleurs, que par les activités de loisirs qu'on a trop déléguées au secteur marchand, au détriment de l'Éducation populaire. Je suis convaincu qu'il faut une rupture claire entre l'école et la famille : l'école n'est pas là pour s'adapter aux revendications individuelles, elle transmet des savoirs communs et forge du collectif... ce n'est pas du préceptorat. Mais, là où les choses se compliquent, c'est que tout en assumant cette différence – qui aide, d'ailleurs, l'enfant à construire sa liberté – il faut chercher aussi une cohérence dans la parole des adultes, autour de valeurs éducatives essentielles

aujourd'hui : la formation de la pensée, l'exigence de précision et de vérité, le respect de l'altérité.

**Un nombre croissant d'enseignants semble douter de cette convergence. Ils portent un regard très critique sur les pratiques éducatives au sein des familles, la multiplication des enfants-rois aux besoins forcément spécifiques...**

Il est plus difficile que jamais pour les parents de manipuler le couple frustration/promesse qui, anthropologiquement, est pourtant au fondement de l'éducation : « Je te demande de surseoir tes satisfactions immédiates... mais je te promets de veiller sur toi et je t'assure que tu auras bien plus de satisfactions, à terme, que celles auxquelles tu renonces maintenant » Or, ce discours est disqualifié de toutes parts : la machinerie publicitaire du capitalisme pulsionnel, aujourd'hui relayée à la seconde près par nos smartphones et les réseaux sociaux, encourage le caprice et pousse à la satisfaction immédiate. Aussi faut-il-il que l'école ait un discours fort sur l'idéal d'émancipation qu'elle incarne : permettre à chacun de « penser par soi-même ». Or, à force de rabougrissement intellectuel, l'Éducation nationale apparaît aujourd'hui comme un étrange paquebot où des techniciens s'affairent de manière énigmatique sans que quiconque n'ait la moindre idée de sa destination. Quand elles ne se contentent pas de parler d'intendance, les réunions de rentrée servent à expliciter la dernière réforme qui, un an plus tard, ne sera déjà plus d'actualité. Pour ma part, je rêverais de rencontres régulières entre parents et professeurs où les équipes, collectivement, viennent expliquer le sens qu'elles donnent à leur enseignement et les pratiques qu'elles mettent en œuvre.

**On vous répondra que l'immense majorité des parents sont moins intéressés par le projet de l'école que par la défense des intérêts de leurs rejetons. Les difficultés de recrutement des fédérations de parents d'élèves en attestent...**

Mais que fait-on pour que ce ne soit pas le cas ? Dans les pays d'Europe du Nord, par exemple, les parents jouent un rôle constructif, discutent de l'organisation de l'école, sont présents en soutien dans le périscolaire. Pourquoi cela serait-il impossible en France ? On y arrive ici ou là, grâce à l'initiative de municipalités, de même qu'au sein de certaines Cités éducatives créées dans les quartiers défavorisés. Et que fait-on pour mobiliser vraiment les parents jugés démissionnaires ? ATD-Quart-monde, parvient à les impliquer en créant des groupes de parole respectueux de chacun mais cela demande un vrai travail de médiation. Il faudrait faire de cela une vraie priorité politique et mettre en place partout des modules de formation initiale et continue sur ce sujet pour tous les enseignants. Car, s'il y a de plus en plus d'agressions à l'encontre des

représentants de l'institution, on ne peut ignorer que certains personnels de l'Éducation nationale, sans forcément en avoir conscience, tiennent à distance les parents ou adoptent à leur égard des attitudes très surplombantes.

### **Comment expliquez-vous cette posture ?**

Par la fatigue des personnels d'abord. Prendre de la distance avec les tensions quotidiennes exige une disponibilité que beaucoup de professeurs n'ont plus. De toute ma carrière, je n'ai jamais vu un corps enseignant aussi dépressif. Il y a aussi l'absence de portage institutionnel : ainsi, France, le poste de professeur principal, la véritable charnière entre les élèves et les parents d'une classe, est-il perçu comme une charge dont beaucoup ne veulent pas alors que, chez la plupart de nos voisins, c'est une promotion accompagnée d'une décharge et d'une formation. Enfin, il ne faut pas négliger le poids de l'histoire : l'École de la République s'est construite sur une logique d'arrachement des enfants à leur environnement familial, associé à l'affectivité, aux particularismes culturels et aux inégalités. D'où une répartition très stricte des rôles : aux familles le soin, à l'école le savoir et la transmission des principes de la République. Personne n'intervenait dans le domaine de l'autre... Cela a fonctionné pendant des années, tant que le corps social faisait une confiance aveugle aux institutions. Mais cet aveuglement n'est plus de mise. Aujourd'hui, les parents veulent être traités comme des interlocuteurs à part entière et s'assurer que leurs enfants reçoivent la meilleure éducation possible. Qui peut leur en vouloir ? C'est à l'institution scolaire de leur montrer qu'une véritable éducation émancipatrice requiert d'élargir le cercle familial pour découvrir d'autres mondes, de s'affronter à des exigences nouvelles dans des collectifs où les caprices individuels ne peuvent pas faire la loi et de coopérer avec des personnes que l'on n'a pas choisies. Bien au-delà de la vision strictement individualiste de la réussite qui domine aujourd'hui.

### **Cet individualisme n'est pas nouveau...**

Mais ses effets sont d'autant plus puissants que, depuis plusieurs années déjà, on sait que démocratisation de l'accès à l'école n'a pas permis la démocratisation de la réussite dans l'école. Et, pour beaucoup de parents, cela nourrit une amertume à l'égard de ce qu'ils considèrent comme une promesse non tenue. Et puis, il y a eu, à partir des années 2000, les évaluations internationales, puis la multiplication des évaluations nationales, avec la mise en concurrence des établissements et la montée inévitable d'une suspicion systématique à l'égard des enseignants. Alors, pour faire face aux tensions, on a développé des remèdes plutôt individuels, incitant les professeurs à multiplier les rendez-vous personnels dans l'enseignement primaire, à utiliser les espaces numériques de travail comme ProNote, dans l'enseignement secondaire... Mais

cela reste dans le registre individuel alors qu'il faudrait aussi travailler, et de manière plus collective, à la visibilité et à la lisibilité du projet de l'École et de ses exigences. L'important, c'est que l'École ne soit pas perçue comme une pourvoyeuse de services aux familles mais bien comme une institution aux finalités profondément politiques. Car, à travers l'ensemble de ses enseignements, il s'agit bien de former des citoyens qui ne se laisseront pas manipuler par les fake-news, résisteront aux sirènes du populisme et seront capables de solidarité. J'ai bien conscience que tout cela peut paraître déconnecté des préoccupations immédiates des parents, mais ce qui est en jeu, ce n'est rien de moins que l'avenir de notre démocratie.

Et puis, au fond, il faut accepter le caractère fécond des conflits entre les parents et l'école. Au plan individuel, on pourrait les traiter de manière plus sereine, en faisant appel à des professeurs retraités comme médiateurs, au lieu de demander toujours à l'autorité hiérarchique de trancher. Et, plus globalement, il faudrait passer d'une logique de combat – dans laquelle il y a forcément un gagnant et un perdant – à la résolution de problèmes auxquels on peut chercher ensemble des solutions : c'est à cela que devrait servir les instances de concertation dans lesquelles les parents ne font, trop souvent, que de la figuration. Le conflit en soi n'est pas dramatique. Il faut juste rappeler que le conflit n'est pas la guerre. Et que, si nous voulons sauver nos institutions, il nous faut apprendre à expliciter nos désaccords et à construire l'avenir ensemble. À l'école comme partout ailleurs dans la société.